



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NANTES, le 4 NOV. 2006

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE
L'ÉQUIPEMENT

SOUS-DIRECTION DE LA STATISTIQUE,
DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

BUREAU DES ENQUÊTES ET DE LA COLLECTE

SERVICE DE L'ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE
ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

BUREAU DE L'AIDE AUX VICTIMES
ET DE LA POLITIQUE ASSOCIATIVE

Affaire suivie par :

Christian RIEG

02 51 89 35 58

christian.rieg@justice.gouv.fr

CR/MGT/06111502

Note à l'attention de

Mesdames les Présidentes, Messieurs les
Présidents,

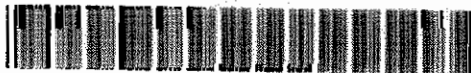
des associations d'aide aux victimes,

de contrôle judiciaire,

de mesures alternatives aux poursuites et

de médiation familiale civile et lieux-rencontres
parents-enfants

200600124046



OBJET : Statistiques relatives aux associations d'aide aux victimes, de contrôle judiciaire, de mesures alternatives aux poursuites, de médiation familiale civile et des lieux de rencontres parents-enfants

La sous-direction de la statistique, des études et de la documentation réalise comme chaque année une enquête statistique auprès des associations d'aide aux victimes, de contrôle judiciaire, de mesures alternatives aux poursuites, de médiation familiale civile et des lieux de rencontres parents-enfants afin de mesurer l'activité des associations pour l'année 2006.

Les données transmises constituent un outil essentiel pour le pilotage de la politique associative du Ministère de la Justice. En effet, le processus budgétaire continue de s'appuyer sur les informations statistiques rassemblées grâce à ces enquêtes. C'est pourquoi il vous est demandé de veiller à apporter le plus grand soin à l'exactitude des informations transmises.

L'objectif est, à terme, de réaliser une extraction informatique pour obtenir des statistiques à partir du logiciel Inavem Stats et du logiciel Riv@ges. A ce jour, cette opération n'est, toutefois pas réalisable. Il existe donc cinq questionnaires différents pour obtenir des statistiques :

- Un questionnaire « tronc commun » qui doit être renseigné par **toutes les associations**. Il permet d'obtenir des informations générales sur les associations.
- Un questionnaire sur l'aide aux victimes
- Un questionnaire sur les mesures alternatives aux poursuites et compositions pénales

Secrétariat Général

Page 1/1

Page 1/1

Page 1/1

Page 1/1

Page 1/1

Page 1/1

Page 1/1

Page 1/1

Page 1/1

Page 1/1

Page 1/1

- Un questionnaire sur l'activité présentencielle (enquêtes sociales rapides, enquêtes de personnalité de mis en examen/ de victimes, contrôle judiciaire)
- Un questionnaire sur la médiation familiale civile et les lieux rencontres parents / enfants

Vous trouverez ci-joint un questionnaire « tronc commun » et le(s) questionnaire(s) correspondant à (aux) activité(s) qu'exerce l'association que vous présidez.

Cet envoi de questionnaires est effectué sur la base du recensement des associations de leur ressort établi par les cours d'appel. Si toutefois tous les questionnaires nécessaires pour mesurer l'activité de votre association ne vous sont pas transmis, vous pouvez nous contacter pour recevoir le(s) questionnaire(s) complémentaire(s) (Mme Lemaître au 02.51.89.88.21 ou Mme ROY au 02.51.89.88.14).

Si le questionnaire sur la médiation familiale civile et les lieux rencontres parents / enfants demeure inchangé, en revanche les questionnaires sur l'activité des associations socio-judiciaires et d'aide aux victimes ont évolué depuis l'an passé puisqu'ils reprennent les informations saisies dans les logiciels élaborés par les fédérations.

Concernant l'aide aux victimes, les questionnaires ne comportent plus d'éléments budgétaires la gestion des crédits étant déconcentrée et relevant de la responsabilité des cours d'appel. Ces éléments, qui sont, néanmoins, essentiels pour connaître l'évolution des ressources des associations, sont communiqués par les chefs de cour, à l'occasion des dialogues de gestion, au SADJPV qui les exploite. Vous veillerez ainsi à remplir précisément les documents annexes au programme 101 qui vous seront transmis par les magistrats délégués à la politique associative et à l'accès au droit lors de la préparation des dialogues de gestion.

Vous voudrez bien retourner, avant le 1^{er} février 2007, un exemplaire dûment renseigné de ces questionnaires à l'adresse suivante :

MINISTERE DE LA JUSTICE
Sous-direction de la statistique,
des études et de la documentation
Bureau des enquêtes et de la collecte
"Enquêtes associations"
107 rue de Landreau – BP 51901
44319 Nantes cedex 3

Vous adresserez également une copie à votre cour d'appel.

Par ailleurs, vous trouverez sur internet à l'adresse suivante des informations sur l'activité 2005 des associations d'aide aux victimes, de contrôle judiciaire, de mesures alternatives aux poursuites, de médiation familiale civile et des lieux de rencontres parents-enfants.

http://www.stats.justice.gouv.fr/assoc1_web.htm

**L'inspecteur général de l'Insee
chargé de la sous-direction de la statistique
des études et de la documentation**


Baudouin SEYS

**La chef du service
de l'accès au droit et à la justice
et à la politique de la ville**


Marielle THUAU